

La coopération aérienne en matière de sécurité en tant qu'instrument de la puissance nationale

Enseignements applicables à l'Irak tirés des cas du Pakistan et de l'Égypte

PAR LE COMMANDANT DOUGLAS THIES, USAF



La supériorité aérienne dont profitèrent les forces aériennes de la Coalition dès le début de l'opération *Iraqi Freedom* présagea un effort qu'il importe de mener à bien dès aujourd'hui : les Etats-Unis et leurs partenaires au sein de la Coalition doivent entreprendre la reconstruction de l'armée de l'Air irakienne. Cet effort donne la possibilité d'offrir à l'Etat irakien une coopération aérienne en matière de sécurité, un instrument grâce auquel les responsa-

bles politiques peuvent servir les intérêts américains en influençant un état bénéficiaire.

Au cours des dernières décennies, les observateurs ont exprimé des opinions disparates quant à l'efficacité des outils politiques de coopération en matière de sécurité. Les plus visées sont les ventes militaires à l'étranger, ainsi que la question de savoir si oui ou non ces politiques permettent d'exercer une influence ou ne font que subventionner la prospérité des entreprises nationales du sec-

teur de la défense. Ceux qui soutiennent cette dernière position suggèrent que ces activités sont motivées par la recherche du profit et corrompent la politique étrangère américaine au détriment des intérêts bien compris du pays en termes de sécurité. La coopération en matière de sécurité a néanmoins constitué une composante constante des stratégies géopolitiques plus vastes des Etats-Unis. Pendant la guerre froide, ce type de coopération fut utilisé sur une grande échelle par les deux camps pour contrebalancer la puissance de l'autre. Il reste des vestiges de ces relations : les cas de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et de la Corée du Sud en particulier suggèrent que ce type d'outil politique facilite la coopération à long terme des Etats-Unis avec leurs partenaires grâce à laquelle ils peuvent promouvoir les intérêts du pays. On peut toutefois citer des cas évidents qui suggèrent que la coopération en matière de sécurité ne suffit pas à garantir une évolution souhaitable ; il suffit de se rappeler que toute action visant à servir les intérêts des Etats-Unis par un soutien du régime du Chah en Iran fut annulée par l'effondrement de celui-ci de l'intérieur, un événement qui entraîna la perte d'un allié dans une région clé et l'acquisition concomitante d'un ennemi.

La coopération en matière de sécurité sous toutes ses formes, y compris les ventes militaires à l'étranger, s'accompagnant d'instruments financiers et de diverses relations entre forces armées, est un outil dont les Etats-Unis se servent pour influencer les conditions géopolitiques. L'Irak aura, sans aucun doute, besoin des Etats-Unis pour maintenir l'intégrité de son espace aérien et reconstruire une armée de l'Air qui rendra possible un progrès vers la sécurité nationale et régionale. Il est judicieux pour les responsables politiques de concevoir la meilleure façon de mettre cet outil politique en œuvre. La question qui se pose est de savoir quelles caractéristiques de la coopération aérienne en matière de sécurité produisent un niveau substantiel d'influence constructive à long terme.¹

Afin d'identifier ces caractéristiques, cet article passe en revue les efforts passés et en cours de coopération aérienne en matière de

sécurité menés avec le Pakistan et l'Egypte, deux états qui présentent d'importantes caractéristiques semblables à celle du futur état irakien. Les deux pays sont des acteurs régionaux importants, sont actuellement définis comme des alliés cruciaux en dehors de l'OTAN, ont une signification particulière pour les musulmans par suite des contributions apportées par leurs ressortissants à l'idéologie politique de l'Islam moderne et sont gouvernés par des régimes confrontés à des pressions intérieures significatives de la part de divers groupes de l'opposition islamique.² Ces deux cas offrent en outre l'avantage de permettre un examen des niveaux variables de réussite mesurés par le degré auquel ces bénéficiaires ont encouragé la stabilité régionale et coopéré dans des domaines tels que la non-prolifération des armes nucléaires et la guerre planétaire contre le terrorisme. Ces deux cas suggèrent globalement que, pour que le programme de coopération aérienne en matière de sécurité en Irak porte des fruits diplomatiques, il doit considérer le paradigme de sécurité de la culture stratégique de l'Irak, maintenir un équilibre régional des forces approprié et être imprégné d'une perception d'un attachement durable au partenariat de la part des Etats-Unis.

Raisons de l'importance de la coopération aérienne en matière de sécurité

Les activités de coopération en matière de sécurité ont leurs racines dans les intérêts des états. Elles sont la manifestation d'une relation, choisie par les dirigeants politiques, qui permet aux deux parties de poursuivre leurs objectifs stratégiques respectifs. Les grandes puissances telles que les Etats-Unis utilisent la livraison de systèmes d'armes et des relations entre forces armées pour, à force de cajoleries, faire adopter par les politiciens du pays bénéficiaire des politiques favorables. On peut citer d'autres objectifs tels que l'établissement d'un équilibre des forces avec un adversaire régional, le gain d'un accès à des territoires permettant la mise en place d'un

dispositif de forces, la prise de mesures garantissant l'accès aux marchés économiques et le maintien de la bonne santé de l'industrie nationale dans le secteur de la défense. La puissance assistée cherche non seulement à améliorer ses moyens de défense par l'acquisition d'un matériel évolué et l'entraînement avancé mais également compte sur la relation elle-même pour servir de tampon à sa sécurité nationale ainsi que pour accroître son prestige régional et international. En d'autres termes, la position des Etats-Unis offre au bénéficiaire un partenaire qui peut servir ses intérêts auprès d'institutions internationales telles que les Nations Unies, l'Organisation Mondiale du Commerce, la Banque Mondiale, etc.

Compte tenu de ces attentes, les composantes propres à la puissance aérienne de la coopération en matière de sécurité sont particulièrement bien adaptées en tant qu'outil d'influence grâce à la longévité qui les caractérise. Les ventes à l'étranger de systèmes aérospatiaux américains facilitent les relations durables dans la mesure où elles se prolongent pendant des décennies, au cours desquelles le bénéficiaire a besoin d'une assistance matérielle, de formation et technique (ainsi que, dans certains cas, d'une assistance financière). Ce facteur offre aux aviateurs des possibilités de relations avec leurs homologues étrangers grâce à des instruments politiques tels que le programme international d'enseignement et de formation militaires (*International Military Education and Training* – IMET), les échanges d'officiers, l'entraînement interallié, les exercices et (potentiellement) les opérations multinationales. Au fil des ans, ces relations *peuvent* apporter des dividendes politiques sous forme d'influence. D'un point de vue pragmatique, les forces armées constituent, dans de nombreux états partenaires, l'institution la plus influente politiquement. En établissant des relations à long terme grâce à une coopération aérienne en matière de sécurité, Washington maintient un accès à ceux qui peuvent être les plus capables d'influencer les décisions politiques présentes et futures de l'état.³

Aux yeux du bénéficiaire, la valeur de la coopération aérienne en matière de sécurité

dérive de la valeur intrinsèquement stratégique de la puissance aérienne en tant qu'instrument militaire, ainsi que du prestige associé à la possession et à la mise en œuvre d'une armée de l'Air moderne. Deux exemples particulièrement éloquentes prouvent la valeur stratégique de la puissance aérienne, ainsi que sa capacité de produire des chocs géopolitiques et sont d'une grande portée pour les cas que nous examinons. Le premier est la destruction par l'armée de l'Air israélienne de son homologue égyptienne au début de la guerre des Six Jours en 1967. Le deuxième, plus récent, fut la destruction largement répercutée par les médias de la quatrième armée du monde par la puissance aérienne lors de la guerre du Golfe de 1991. Dans les deux cas, l'emploi efficace de la puissance aérienne facilita la fin d'un acteur régional important et transforma de façon permanente la situation régnant dans une région. La guerre du Golfe de 1991 en particulier catapulte la réputation des systèmes de guerre aérienne fabriqués aux Etats-Unis à des niveaux sans précédent, au point que ceux auxquels ils sont livrés accumulent ce qu'ils perçoivent comme des niveaux plus élevés de prestige grâce à la possession de matériel de guerre aérienne de marque américaine, en une sorte de « ne pas vouloir faire moins bien que le voisin » parmi les acteurs régionaux.⁴

Ce que la coopération aérienne en matière de sécurité a à offrir – valeur stratégique, prestige et influence dans les relations internationales – peut contribuer grandement à satisfaire les désirs de la « culture stratégique » du bénéficiaire, un terme qui se réfère aux hypothèses de l'état concernant le rôle de la guerre et l'efficacité de l'emploi de la force pour atteindre des objectifs politiques, la nature de l'adversaire, ainsi qu'à la stratégie et aux politiques opérationnelles qui découlent de ces hypothèses.⁵ Par conséquent, lorsqu'un modèle de coopération aérienne en matière de sécurité tient compte de la culture stratégique – la lentille au travers de laquelle le bénéficiaire visualise la situation de sa sécurité – les Etats-Unis peuvent s'attendre à acquérir une influence substantielle au fil des ans. Cela demande également que les Etats-Unis prennent soigneusement

en considération l'équilibre des forces dans la région du bénéficiaire et s'efforcent de donner un sens d'obligation à la relation, sous peine de risquer d'être confrontés à des conséquences non voulues, comme l'histoire des relations américano-pakistanaïses le suggère fortement.

Le Pakistan – coopération épisodique et conséquences non voulues

Malgré des raisons valables, l'engagement vacillant à la coopération aérienne en matière de sécurité manifesté au fil des ans par les Etats-Unis a porté tort au sens de sécurité du Pakistan vis-à-vis de l'Inde. Cet état de fait, a encouragé des développements qui n'étaient pas de bon augure pour les intérêts américains – y compris la prolifération horizontale des armes nucléaires, la cooptation des groupes islamistes militants pour mener des « stratégies asymétriques » d'opposition à la puissance indienne et ce qui est devenu un risque accru de guerre nucléaire en Asie du Sud causé par un déséquilibre croissant des forces conventionnelles. Ces affirmations apparaissent clairement quand on considère l'importance que la culture stratégique du Pakistan attache à la puissance aérienne et à son rôle dans la survie de l'Etat face à son plus puissant voisin, une crainte innée chez les Pakistanais qui a été cultivée par la série de guerres menées en 1947-48, 1965 et 1971 et, plus récemment, entretenue par des conflits limités faisant intervenir une dangereuse partie de « poker nucléaire » mettant aux prises les deux protagonistes.⁶

La puissance aérienne a toujours été et reste un instrument significatif grâce auquel la culture stratégique pakistanaïse s'efforce de contrebalancer les forces armées indiennes, qui sont largement supérieures en nombre. Le succès que connut l'armée de l'Air pakistanaïse (*Pakistani Air Force* – PAF) lors des guerres de 1965 et de 1971 fut démontré par le taux de destruction de 3 à 1 qu'elle atteignit face à son homologue indienne.⁷ Aujourd'hui, il est important de noter que les moyens de la PAF vont au-delà de leurs applications conventionnelles et ont un objectif

ouvertement stratégique, dans la mesure où les chasseurs tactiques représentent à la fois une défense contre les forces nucléaires stratégiques de l'Inde et un moyen offensif d'emploi d'armes nucléaires. Pour simplifier, c'est sur la flotte de chasse de la PAF que repose la position de dissuasion du Pakistan.⁸

Du point de vue de la culture stratégique du Pakistan, la coopération aérienne en matière de sécurité avec les Etats-Unis a fait partie intégrante des moyens de puissance aérienne de l'Etat depuis 1957 et, par conséquent, de la capacité de ce dernier à équilibrer les forces de l'Inde. Son utilisation de systèmes d'armes américains inspira confiance aux aviateurs de la PAF, qui étaient convaincus de posséder un avantage qualitatif sur leur rival équipé de matériel soviétique.⁹ Par conséquent, lorsque le Congrès américain mit fin à la coopération aérienne en matière de sécurité en 1989 en imposant des sanctions sous couvert de l'amendement Pressler à la loi sur l'assistance à l'étranger afin de punir Islamabad pour son programme national d'armement nucléaire, cela eut un impact considérable sur la capacité du Pakistan aux yeux du public à s'opposer à son adversaire. Le plus difficile fut l'annulation de la vente et de la livraison des F-16 que le gouvernement Reagan avait offerts au Pakistan en remerciement de sa coopération dans les actions destinées à faciliter le *jihad* antisoviétique en Afghanistan. Du point de vue des Pakistanais, le gouvernement Reagan avait implicitement toléré le développement d'un armement nucléaire aussi longtemps qu'Islamabad faisait ce que Washington lui demandait de faire en Afghanistan. L'expulsion des Soviétiques fut rapidement suivie de sanctions, ce qui laissa croire à Islamabad que le nouveau gouvernement du président George H.W. Bush avait mis fin à la coopération en matière de sécurité parce que cela l'arrangeait. Que la mise en application de sanctions au titre de l'amendement ait été justifiée ou non, la fin de la coopération aérienne en matière de sécurité perpétua au sein de la culture stratégique du Pakistan l'opinion selon laquelle Washington est un partenaire capricieux dans le domaine de la sécurité.¹⁰

Avec du recul, nous pouvons aujourd'hui évaluer l'impact sur le comportement de l'Etat de l'application de l'amendement Pressler et la dégradation des moyens de puissance aérienne du Pakistan qui en résulta et, plus largement, de sa confiance en sa sécurité. Malheureusement, la décennie qui s'ensuivit fut le témoin d'un recours par la culture stratégique du Pakistan à des moyens laissant à désirer pour renforcer la sécurité du pays vis-à-vis de l'Inde. Le Pakistan développa à partir de 1993 des échanges technologiques avec la Corée du Nord, dans le cadre desquels il offrait sa connaissance des procédés d'enrichissement de l'uranium en échange de la technologie des missiles, facilitant ainsi la capacité de Pyongyang à produire et essayer des armes nucléaires – un résultat qui continue à contrarier les responsables politiques américains et à compliquer les efforts internationaux visant à enrayer la prolifération des armes nucléaires.¹¹ Islamabad apporta en outre son support à une insurrection menée par des militants islamiques au Cachemire afin de répliquer à la supériorité conventionnelle de l'Inde, ce qui résulta en une série ininterrompue d'escarmouches qui ont peut-être coûté la vie à 66.000 personnes depuis 1989. Cette politique de cooptation de l'insurrection au Cachemire conduisit plus tard New Delhi à soupçonner Islamabad d'être responsable d'attaques terroristes sur le territoire indien, y compris l'attaque menée en décembre 2001 contre le parlement indien.¹² Enfin, recherchant une « profondeur stratégique », Islamabad offrit son support aux Taliban en Afghanistan, les hôtes tristement célèbres d'Oussama ben Laden et d'al Qaida avant le 11 septembre 2001.¹³ La combinaison de ces stratégies créa un dangereux environnement d'instabilité en Asie du Sud caractérisé par des épisodes de rhétorique au vitriol, de manœuvres à grande échelle de forces conventionnelles et de stratégie de la corde raide qui aboutirent à des essais d'armes nucléaires par les deux protagonistes – des événements qui conduisirent beaucoup aux Etats-Unis et ailleurs à craindre qu'une guerre nucléaire était imminente en Asie du Sud.¹⁴

Un autre résultat préoccupant de l'annulation de la coopération aérienne en matière de sécurité avec le Pakistan est le retard actuel de celui-ci qui fait peser la menace d'une escalade jusqu'à l'emploi d'armes nucléaires en cas de guerre conventionnelle avec l'Inde. La disparité en termes de puissance aérienne jette un doute sur la survie de la PAF face à l'armée de l'Air indienne, mieux équipée. Les planificateurs de la sécurité du Pakistan estiment que l'Inde s'assurerait rapidement la supériorité aérienne et rendrait les sites nucléaires stratégiques du Pakistan vulnérables à une attaque. Cette présomption de vulnérabilité conduit à une doctrine d'« emploi précoce » dans laquelle il est généralement supposé que la destruction de l'armée de l'Air pakistanaise représente une « ligne rouge » au-delà de laquelle le Pakistan emploierait des armes nucléaires.¹⁵

Une dernière conséquence de la fin de la coopération aérienne en matière de sécurité fut la rupture des relations entre les forces armées américaines et pakistanaïses, qui avaient été cultivées au fil des ans. Après la mise en application de l'amendement Pressler, le programme IMET qui accueille des officiers étrangers dans les écoles militaires américaines fut refusé aux aviateurs pakistanaïses. Il en résulta que « les officiers pakistanaïses aux échelons inférieur et intermédiaire ne se tournent désormais plus vers l'ouest... et que les forces armées américaines n'ont plus la possibilité d'apprécier et de comprendre la philosophie, les capacités, l'orientation et la compétence des forces armées pakistanaïses. »¹⁶ D'après un groupe d'officiers supérieurs américains, « les conséquences du manque de relations de ce type avec le Pakistan pendant les années 90... se manifestèrent lors des suites immédiates du 11 septembre » lorsque les Etats-Unis comptèrent une fois de plus sur la coopération aérienne en matière de sécurité comme moyen d'obtenir la coopération du Pakistan dans les affaires régionales.¹⁷

Les efforts renouvelés de coopération aérienne en matière de sécurité avec le Pakistan menés depuis 2001 ont été vigoureux et ont inclus des plans de modernisation de la flotte existante de F-16 ainsi que la vente de nouveaux F-16 dernier cri et des détecteurs

associés, de missiles au-delà de la portée optique et d'armes d'attaque au sol de précision. La mise à la disposition du Pakistan de ces moyens et d'autres moyens de puissance aérienne est censée encourager l'État à apporter une contribution à la guerre planétaire contre le terrorisme. La culture stratégique du Pakistan continuera toutefois à évaluer leur valeur véritable en termes de contribution de ces systèmes à la sécurité du pays vis-à-vis de l'Inde. Certains membres du Congrès ont exprimé des inquiétudes, faisant valoir que les ventes de F-16 au Pakistan n'ont pas grand chose à voir avec la guerre planétaire contre le terrorisme et sont mieux adaptés à la lutte contre l'Inde ; cela est peut-être vrai mais renforcer la défense du Pakistan vis-à-vis de l'Inde n'est pas nécessairement une « mauvaise chose ». ¹⁸ Au contraire, ces ajouts en cours au potentiel de puissance aérienne du Pakistan peuvent servir à rétablir un équilibre des forces approprié de nature à prévenir une tendance des Pakistanais à promulguer des stratégies de sécurité qui incorporent des méthodes indésirables.

Le réengagement a donné quelques résultats mesurables. La coopération du Pakistan dans la conduite de la guerre planétaire contre le terrorisme dirigée par les États-Unis représenta une manifestation immédiate de la coopération bilatérale en matière de sécurité après le 11 septembre. Cette coopération prit la forme d'une assistance apportée par les services de renseignement pakistanais, d'un accès à l'espace aérien pakistanais accordé aux avions de combat américains et d'un soutien logistique des opérations américaines en Afghanistan. Pendant toute l'opération *Enduring Freedom*, le Pakistan apporta son soutien « sans aucun des accords officiels ou redevances normalement exigés pour ce type d'avantages. » ¹⁹ La coopération du Pakistan permit également à Washington d'avoir accès à des sources précieuses de renseignement humain apportant un « complément important aux moyens techniques et autres de recherche de renseignement des États-Unis », dont l'impact non seulement aide la mission en Afghanistan mais également permet aux autorités militaires et policières pakistanaises

et américaines de mener des « efforts directs et discrets... de poursuite et d'appréhension sur le territoire pakistanais de combattants d'Al Qaida et des Taliban en fuite. » ²⁰ D'autre part, la période écoulée depuis le renouvellement de la coopération aérienne en matière de sécurité a été marquée par un renversement manifeste de la détérioration des relations bilatérales entre Islamabad et New Delhi. L'influence américaine, renforcée par la relation renouvelée, a été créditée de la coopération d'Islamabad dans l'interdiction des opérations des militants dans les zones sous contrôle pakistanais du Cachemire, un développement qui a permis un retour à la diplomatie entre le Pakistan et l'Inde et contribué à éviter une guerre totale entre ces deux pays en 2002. ²¹ Le Pakistan prit ensuite des mesures non dissimulées pour réduire les tensions et des dispositions visant à renforcer la confiance, y compris les déplacements et les transactions entre les deux côtés de la ligne de démarcation du Cachemire ainsi qu'une augmentation du commerce bilatéral. ²² Bien que la question du Cachemire reste potentiellement explosive, les pourparlers furent récemment décrits par les ministres respectifs des Affaires étrangères comme « le dialogue le plus soutenu et intensif » jusqu'ici. ²³ Enfin, et c'est ce qui est le plus important, Islamabad et New Delhi ont pris des mesures pour réduire les tensions sur le front nucléaire en prolongeant le moratoire sur les essais et en établissant entre leurs ministres des Affaires étrangères un téléphone rouge destiné à empêcher une guerre nucléaire accidentelle. Cette marche vers des relations améliorées a jusqu'ici survécu les actes de terrorisme qui avaient fait avorter de tels efforts dans le passé, ce qui suggère que les progrès actuels vers une détente accrue ont une dynamique substantielle. ²⁴

En dépit de ce taux positif de rendement de leur investissement en termes de coopération aérienne en matière de sécurité, les États-Unis ont connu des déboires évidents. Le plus notoire a été l'échec rencontré dans la limitation de la prolifération de la technologie des armes nucléaires. Le réseau A. Q. Kahn joua un rôle dans le transfert de cette technologie du

Pakistan à la Corée du Nord et à d'autres proliférateurs en puissance. La découverte de ce réseau incita Washington à imposer des sanctions directement contre les laboratoires de recherches Khan (plutôt que directement contre le gouvernement pakistanais) de mars 2003 à mars 2005 et conduisit en outre à la résolution 1540 du Conseil de Sécurité des Nations Unies demandant aux états de criminaliser les activités commerciales liées à la prolifération. Bien que le Pakistan ait réagi en promulguant une série de lois anti-prolifération, des questions restent posées quant à l'intention, voire même la capacité, de l'Etat à appliquer ces mesures.²⁵ Néanmoins, la coopération aérienne des Etats-Unis en matière de sécurité offre au moins un moyen de poursuivre la collaboration avec les forces armées pakistanaises ; ces forces sont non seulement le gardien des forces nucléaires du Pakistan mais représentent également en réalité l'institution la plus influente politiquement de l'Etat. Conséquemment, les Etats-Unis auront la possibilité de surveiller la sécurité de l'arsenal nucléaire du Pakistan et leur permettront peut-être d'être mieux placés pour prendre conscience d'activités illicites de prolifération.

D'autres problèmes persistent. Les détracteurs au Congrès et ailleurs sont prompts à attirer l'attention sur la politique d'apaisement menée par le Pakistan vis-à-vis des Taliban dans les zones tribales du nord du pays, ainsi que sur l'échec du gouvernement en termes d'adoption sincère de processus démocratiques transparent et juste.²⁶ Ces deux points constituent à juste titre des préoccupations à propos desquelles le Congrès et le président devraient rechercher des améliorations. Toutefois, au milieu des défis significatifs en matière de sécurité intérieure et régionale auxquels le Pakistan est confronté, il serait sage pour les responsables politiques d'envisager la possibilité de voir des conséquences non voulues résulter une nouvelle fois d'une rupture de la coopération aérienne en matière de sécurité ; il se pourrait donc que d'autres instruments d'influence soient mieux adaptés.

En résumé, la puissance aérienne est importante pour le Pakistan en tant qu'instrument lui permettant de contrebalancer

la force indienne. Bien que les sanctions américaines qui compromirent sa modernisation aient pu être justifiées, le déséquilibre croissant en termes de puissance aérienne en Asie du Sud a dégradé l'équilibre général des forces. Ceci a conduit le Pakistan à s'appuyer sur des stratégies asymétriques et une doctrine nucléaire troublante d'emploi précoce. Il est vrai qu'il serait exagéré de prétendre que la rupture de la coopération aérienne en matière de sécurité représenta le facteur unique ou prépondérant de ces développements. Il est au contraire plus exact de déclarer que la déception causée au Pakistan par la rupture de ses relations de sécurité avec les Etats-Unis et la disparité croissante de ses moyens de puissance aérienne par rapports à ceux de l'Inde contribua à son sentiment général d'insécurité vis-à-vis de son voisin. Le résultat fut des politiques de sécurité qui engendrèrent une instabilité régionale et contrecarrèrent les intérêts américains. Les efforts de coopération aérienne en matière de sécurité menés dans le passé ne réussirent tout simplement pas à reconnaître avec réalisme le paradigme de la culture stratégique du Pakistan, à préserver un équilibre de forces adéquat ni à imprégner de confiance les relations de ce pays avec les Etats-Unis. Par contraste, le cas de l'Egypte suggère qu'une coopération aérienne cohérente et durable en matière de sécurité peut produire des dividendes diplomatiques substantiels à long terme sous forme de stabilité régionale interétatique, de coopération diplomatique et militaire, ainsi que de non-prolifération nucléaire.

L'Egypte – une coopération continue / des résultats constants

Depuis la signature en 1978 des accords de Camp David, qui établirent la paix entre l'Egypte et Israël, les Etats-Unis ont apporté à l'Egypte une assistance de 2 milliards de dollars par an en moyenne en matière de sécurité, ce qui la place au deuxième rang en termes de montant de l'aide militaire parmi tous les états recevant une telle aide, dépassée seulement par celle accordée à Israël.²⁷ Le

traité fit suite à un changement de stratégie totale de la part du président Hosni Moubarak visant à poursuivre une paix soutenable avec Israël qui favoriserait la stabilité régionale et faciliterait la croissance économique. Une paix « soutenable » exigeait que l'Égypte soit rendue confiante en sa sécurité vis-à-vis d'Israël. En conséquence, une coopération aérienne solide en matière de sécurité avec les Etats-Unis constituait un élément clé de l'accord. Washington a pu ainsi établir un équilibre de force régionale précise qui offrait à l'Égypte une force de dissuasion conventionnelle suffisante tout en continuant à maintenir un avantage qualitatif au profit des forces israéliennes.²⁸ Le résultat est que l'Égypte a renforcé ses moyens de puissance aérienne grâce à l'acquisition de 220 F-16, d'avions de détection lointaine E-2C, de 36 hélicoptères Apache et du système de défense aérienne Patriot, chacun de ses systèmes s'appuyant sur des contrats substantiels d'entraînement et d'entretien.²⁹ Le programme a également occasionné des contacts poussés entre personnels militaires grâce au programme IMET, permettant à des officiers égyptiens de profiter des nombreuses possibilités de formation offertes par les Ecoles de guerre des diverses Armes américaines, les Ecoles de commandement et d'état-major, ainsi que par les cours de formation élémentaire.³⁰ Des aviateurs américains et égyptiens ont également participé à des activités d'entraînement multinationales via des échanges d'officiers tels que la mise à disposition par l'armée de l'Air des Etats-Unis d'instructeurs de l'Ecole d'armement pour F-16 à l'Ecole d'armement pour chasseurs de l'armée de l'Air égyptienne.³¹

La puissance aérienne trouve un écho dans la culture stratégique égyptienne à la suite du rôle qu'elle joua dans la formation de la répartition de la puissance régionale interétatique. La guerre israélo-arabe de 1967 fit particulièrement ressortir la capacité de la puissance aérienne à déterminer les résultats stratégiques lorsque l'armée de l'Air israélienne exécuta une attaque surprise contre son homologue égyptienne. La victoire fut retentissante. Après six jours seulement de campagne, Israël doubla la taille de son territoire et occupa le

désert égyptien du Sinaï. Les retombées politiques de la défaite entraînèrent la fin de la grandiose idéologie du panarabisme épousée par le président Gamal Abdel Nasser et réduisit les régimes arabes de la région à se trouver une légitimité. L'impact de la puissance aérienne en 1967 fut bien compris par le successeur de Nasser, Anouar Sadate, dont le respect qu'il éprouvait pour l'armée de l'Air israélienne le conduisit à limiter l'avance de l'armée égyptienne afin de la maintenir sous la protection des systèmes de défense aérienne égyptiens lors de la guerre d'octobre 1973.³² Cette stratégie souligna le degré auquel la culture stratégique de l'Égypte évaluait sa sécurité vis-à-vis d'Israël comme étant liée directement à sa capacité de réplique à la puissance aérienne israélienne. En donnant au Caire un moyen de maintenir un équilibre de forces adéquat, Washington utilisa avec succès la coopération aérienne en matière de sécurité pour influencer un important acteur régional et améliorer la stabilité régionale.³³

Naturellement, l'évaluation de la « stabilité régionale » au Moyen Orient (au Levant en particulier) exige de voir ce qui s'est passé dans une optique de « verre à moitié plein ». Le fait suivant est fondamental : la coopération aérienne des Etats-Unis en matière de sécurité avec l'Égypte a jusqu'ici contribué à étouffer le conflit interétatique entre l'Égypte – l'Etat arabe le plus grand et peut-être le plus influent – et Israël. Cela n'est pas négligeable si on considère que, la dernière fois que ces deux acteurs furent aux prises, les forces américaines et soviétiques faillirent être entraînées dans le conflit, ce qui conduisit à la seule situation en dehors de la crise des missiles de Cuba dans laquelle les forces nucléaires américaines furent placées en état d'alerte totale.³⁴ Il est évident que la paix entre les deux Etats, facilitée par l'équilibre des forces actuel, n'a pas encore porté les fruits d'une paix régionale générale, comme le montrent les conflits en cours entre les Israéliens et diverses factions palestiniennes dans les territoires occupés de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, ainsi qu'avec des acteurs extérieurs non étatiques au Liban.³⁵

Au lieu de défis régionaux permanents à la paix, les Etats-Unis reçoivent des dividendes

de leur investissement dans la coopération aérienne en matière de sécurité grâce au rôle de médiateur joué régulièrement par l’Égypte dans la région, en particulier lors des négociations portant sur ce que beaucoup considèrent comme la racine de l’instabilité et de la rancœur rencontrées dans tout le Moyen Orient – les conflits israélo-palestiniens qui ont persisté depuis la fondation de l’État d’Israël. L’Égypte appuya la Déclaration de Principes signée par l’Organisation de Libération de la Palestine en 1993 et fut l’hôte de conversations entre les Israéliens et les Palestiniens en 1999, 2000, 2005 et 2007.³⁶ Bien que l’objectif d’une paix durable entre les Israéliens et les Palestiniens reste difficile à atteindre, on peut être certain que, quand il sera atteint, l’Égypte aura été l’un des principaux facilitateurs – un rôle rendu possible en partie parce que la coopération aérienne des États-Unis en matière de sécurité renforce suffisamment la confiance de la culture stratégique égyptienne en sa sécurité vis-à-vis d’Israël.

La valeur ajoutée par l’Égypte dans les domaines de la politique et de la sécurité ne se limite pas simplement à son voisinage immédiat ni aux affaires israélo-palestiniennes. Ce qui est peut-être la manifestation la plus importante de sa coopération se produisit en 1991, lorsque les forces armées égyptiennes participèrent à la coalition alliée pendant l’opération *Desert Storm* qui expulsa l’Irak du Koweït.³⁷ La situation de l’Égypte en tant qu’État arabe le plus peuplé conféra à la coalition un élément de légitimité visiblement absent lors d’événements ultérieurs. Plus tard, l’Égypte a également apporté sa contribution aux efforts militaires internationaux de maintien de la paix en Somalie, en Yougoslavie, au Soudan, au Libéria, au Timor oriental, au Pakistan et en Afghanistan.³⁸

Dans l’environnement de sécurité actuel, les contributions égyptiennes à la guerre planétaire contre le terrorisme dirigée par les États-Unis sont moins directes mais non moins cruciales. La garantie par Le Caire de droits de survol et d’un accès au Canal de Suez pour les navires de guerre américains représente une mesure de coopération sans laquelle le soutien logistique des forces américaines du

Commandement central serait gravement dégradé. L’Égypte participa également à l’entraînement des forces irakiennes de sécurité naissantes et fut l’un des premiers pays à envoyer un ambassadeur en Irak en 2005.³⁹ Sur le front diplomatique, l’Égypte fut l’hôte des conférences sur le Pacte international pour l’Irak et les voisins élargis de l’Irak tenues en 2007, procurant une fois de plus aux États-Unis un partenaire diplomatique en mesure d’ajouter une légitimité dont ils ont bien besoin à leurs activités dans la région.⁴⁰

Pour terminer, la coopération aérienne des États-Unis en matière de sécurité a contribué directement au statut de l’Égypte en tant qu’État qui adopte la non prolifération des armes nucléaires en dépit de la politique d’« ambiguïté » d’Israël et de la possession présumée d’un arsenal nucléaire par ce pays. L’Égypte choisit la ligne non nucléaire à la suite des accords de Camp David à l’occasion desquels le président Sadate renonça aux armes nucléaires comme aspect de la stratégie de sécurité de l’État.⁴¹ Sous l’autorité du président Moubarak, l’Égypte devint un signataire du traité de non prolifération nucléaire de 1981 et a régulièrement demandé depuis lors l’établissement d’un Moyen Orient dénucléarisé. Le Caire continue toutefois d’être contrarié par le refus israélien d’en faire autant et, en réaction, a refusé de signer la Convention sur les armes chimiques ou de soutenir l’initiative multilatérale de sécurité contre la prolifération parrainée par les États-Unis.⁴² Quoiqu’il en soit, à cause de la position de l’Égypte au Moyen Orient, sa décision de renoncer à toute poursuite des armes nucléaires l’a jusqu’ici aidée à étouffer la prolifération dans toute la région.

Les choix nucléaires différents du Pakistan et de l’Égypte

Il est intéressant de noter que les choix nucléaires de l’Égypte sont à l’opposé de ceux du Pakistan, en particulier lorsqu’on prend en considération le fait que chaque état examina ses options nucléaires lorsqu’il évalua sa sécurité vis-à-vis d’un adversaire disposant de

moyens nucléaires. La question est de savoir quels facteurs sont à l'origine de la disparité entre les deux. Un examen superficiel de ceux-ci fait apparaître deux différences notables. La première est la disparité en termes de perception des obligations des Etats-Unis envers la sécurité du bénéficiaire. Lorsque le Pakistan avait envisagé les choix nucléaires en réponse à l'essai réussi d'une arme nucléaire par l'Inde, les Etats-Unis avaient déjà terminé un cycle d'aide suivi de sanctions et d'un arrêt de l'aide. Il y a eu trois cycles intermittents de coopération aérienne en matière de sécurité avec le Pakistan (1953-1961, 1979-1989 et 2001 à aujourd'hui).⁴³ Par contre, l'engagement américain vis-à-vis de l'Egypte depuis 1978 a été constant et inébranlable. La deuxième est la disparité en termes d'influence exercée par les Etats-Unis sur le principal rival de chaque bénéficiaire. Dans le cas du Pakistan, l'influence des Etats-Unis sur l'Inde a traditionnellement été limitée, alors que leur influence sur Israël a été et continue d'être considérable. Alors que Le Caire peut présumer de façon plausible que Washington a la capacité d'agir en sa faveur dans les relations de ce dernier avec le gouvernement israélien, Islamabad ne pouvait pas dire autant en ce qui concernait New Delhi au moment où ils envisageaient ses options nucléaires. En pareil cas, il est probable que seule une certaine forme de garantie de sécurité de la part des Etats-Unis pourrait dissuader un bénéficiaire d'essayer d'acquiescer des armes nucléaires.

En l'absence d'une influence suffisante sur l'adversaire ou d'une garantie de sécurité, les choix nucléaires d'un bénéficiaire se limitent à obtenir une force nationale de dissuasion ou à accepter une situation d'assujettissement en matière de sécurité. A l'ère contemporaine, ces choix deviennent significatifs par suite des pressions croissantes dans le sens de la prolifération exercées par le programme nucléaire présumé de l'Iran. La compréhension par Washington de la façon dont l'instrument de la coopération aérienne en matière de sécurité affecte les choix nucléaires de ses bénéficiaires est importante dans la mesure où de nombreux états voisins de l'Iran en sont bénéficiaires. L'un de ces Etats est bien

entendu l'Irak. Toutefois, à la différence des deux exemples précédents, les Etats-Unis ont une chance unique de mettre en œuvre la coopération aérienne en matière de sécurité en partant littéralement de zéro.

Coopération aérienne en matière de sécurité avec l'Irak – Quelques considérations

Il est évident que, dans l'immédiat, les soucis de Washington à propos de l'Irak se rapportent plus à l'établissement de la sécurité nationale et de la légitimité du gouvernement prévu par la constitution qu'à la façon dont l'Etat émergera en tant qu'acteur régional. A court terme, la coopération aérienne en matière de sécurité mise en œuvre par l'équipe d'entraînement des forces aériennes de la coalition (*Coalition Air Force Training Team – CAFTT*) mettra probablement l'accent sur la création d'une armée de l'Air irakienne (*Iraqi Air Force – IqAF*) capable d'apporter un soutien efficace aux forces de sécurité irakiennes dans le cadre des missions de contre-insurrection (COIN) telles que la surveillance et la reconnaissance, le transport et la mobilité, l'évacuation médicale et l'appui feu offensif.⁴⁴ La focalisation à court terme sur la COIN exige de l'U.S. Air Force qu'elle défende l'espace aérien irakien contre toute intrusion jusqu'à ce que les efforts de la CAFTT parviennent à donner à la IqAF un niveau de capacité plus élevé. Les responsables politiques devront bientôt décider du moment approprié pour cette transition compte tenu de la récente demande de la part du gouvernement irakien concernant l'achat de F-16.⁴⁵ Dans la mesure où l'Irak restera presque certainement un Etat unitaire où les Etats-Unis souhaitent conserver une influence substantielle, il sera important de se remémorer les enseignements tirés des cas de l'Egypte et du Pakistan. Si la coopération aérienne est mise en œuvre d'une façon qui tient compte de la culture stratégique de l'Irak, maintient un équilibre régional des forces approprié et inculque la collaboration et la confiance, la coopération aérienne en matière de sécurité

offrira un moyen d'inciter l'Irak à adopter des politiques qui encouragent la stabilité régionale, facilitent la coopération diplomatique et militaire et soutiennent la non prolifération nucléaire.⁴⁶

Washington a heureusement un certain contrôle quant à deux de ces principes nécessaires. D'abord, tant que la volonté politique irakienne est présente, les Etats-Unis peuvent établir la confiance grâce à un engagement persistant. Ensuite, le fait que les Etats-Unis s'engagent dans une coopération aérienne en matière de sécurité avec de nombreux voisins de l'Irak signifie que Washington peut influencer l'équilibre régional des forces. Toutefois, à la différence des deux cas précédents où l'équilibre des forces était mesuré par rapport à un rival principal, l'Irak existe dans un environnement de sécurité qui est d'une nature plus multipolaire, ce qui rend difficile de prédire le futur paradigme de la culture stratégique de l'Irak. Bien que la formule appropriée applicable aux futurs moyens irakiens en termes de puissance aérienne reste vague, le

maintien d'un équilibre de forces approprié dans la région permet de supposer que la future IqAF disposera de moyens assurant la défense de la souveraineté de l'Irak dans son espace aérien, ayant une portée offensive limitée et équilibrés qualitativement avec ceux des états voisins tout en possédant un avantage marqué sur les forces aériennes iraniennes.

Les options à la disposition du commandant en chef concernant la future politique menée en Irak seront limitées par le fait qu'un repli précipité de l'U.S. Air Force créerait un vide de puissance aérienne qui déstabiliserait la région. Cette assertion conduit à prédire une présence de l'U.S. Air Force se prolongeant bien au-delà du retrait des troupes terrestres américaines et offre une chance d'utiliser la coopération aérienne en matière de sécurité comme un instrument qui sert les intérêts des Etats-Unis et, par nécessité, ceux de l'Irak. Compte tenu de l'enjeu, il serait sage pour les responsables politiques de tirer profit des enseignements qu'offrent les cas du Pakistan et de l'Égypte. □

Notes

1. Le terme « coopération aérienne en matière de sécurité » n'est pas doctrinal ; cet article l'emploie pour représenter les programmes de coopération en matière de sécurité qui accroissent le potentiel de puissance aérienne du pays bénéficiaire. Pour une théorie concise de l'influence acquise grâce aux transferts d'armements, voir T.V. Paul, "Influence through Arms Transfers: Lessons from the US Pakistani Relationship" (L'influence acquise grâce aux transferts d'armements : Les enseignements tirés des relations américano-pakistanaïses), *Asian Survey*, volume 32, n° 12 (décembre 1992) : 1078-1092.

2. Gilles Kepel décrit les contributions idéologiques apportées à la montée de l'Islam politique par des hommes tels que l'Égyptien Sayyid Qutb (leader intellectuel des Frères Musulmans) et le Pakistanais Malwana Mawdudi (fondateur de *Jamaat-e-Islami*). Voir *Jihad, expansion et déclin de l'Islam*, traduit en anglais sous le titre *Jihad: The Trail of Political Islam* par Anthony F. Roberts, (Cambridge, Massachusetts: Harvard University Press, 2002, 23-42).

3. La politique américaine veut que les activités de coopération en matière de sécurité encouragent la prolifération du mode de gouvernement démocratique, des sociétés civiles solides et des droits de l'homme. Certains critiques suggèrent que l'apport d'un soutien matériel à

des gouvernements dans lesquels les forces armées conservent une influence excessive viole ce principe. L'auteur soutient qu'il vaut mieux considérer la coopération en matière de sécurité comme un outil de *realpolitik* très bien adapté pour donner au pays qui en bénéficie confiance en sa sécurité, après quoi il est possible de poursuivre avec réalisme ces objectifs plus idéalistes et louables.

4. Avant l'opération *Desert Storm*, les Soviétiques, les Français et les Britanniques se partageaient les exportations vers la région ; lors des années qui suivirent, toutefois, les fournisseurs américains dominèrent. Joe Stork, "The Middle East Arms Bazaar After the Gulf War" (Le bazar aux armes du Moyen Orient après la Guerre du Golfe), *Middle East Report*, n° 197, *Vulnerabilities in the Gulf* (Vulnérabilités dans le Golfe), (novembre-décembre 1995) : 14-17, 19.

5. Cette définition de la culture stratégique est empruntée à Kanti Bajpai, "Indian Strategic Culture" (La culture stratégique indienne), in *Strategic Asia 2006: Military Modernization in an Era of Uncertainty* (L'Asie stratégique en 2006 : Modernisation militaire dans une ère d'incertitude), sous la direction d'Ashley Tellis et de Michael Wills (Washington, DC: National Bureau of Asian Research, 2005), 246-247. Pour la culture stratégique du Pakistan, voir dans le même ouvrage le chapitre rédigé

par Hasan-Askari Rizvi, "Pakistan's Strategic Culture" (La culture stratégique du Pakistan).

6. K. Alan Kronstadt, *Pakistan-US Relations* (Les relations entre le Pakistan et les Etats-Unis), rapport du service de recherche du Congrès, code d'ordre RL33498, mis à jour le 27 mai 2008, 27-29. Voir également Duncan L. Clark, Daniel B. O'Connor et Jason D. Ellis, *Send Guns and Money: Security Assistance and US Foreign Policy* (Envoyer des armes et de l'argent : L'assistance en matière de sécurité et la politique étrangère des Etats-Unis), (Westport, Connecticut: Praeger, 1997), 38-40, ainsi que Joseph Cirincione, Jon B. Wolfsthal et Miriam Rajkumar, *Deadly Arsenals: Nuclear, Biological, and Chemical Threat* (Les arsenaux de la mort : La menace nucléaire, biologique et chimique), (Washington, DC: Carnegie Endowment for Peace, 2005), 240-243.

7. Le taux de destruction fut confirmé par le représentant du ministère américain de la Défense de l'époque à Islamabad, le général de brigade Chuck Yeager. "PAF Kills/Claims—1971 War" (Avions abattus revendiqués par la PAF, guerre de 1971), site Web du *Pakistani Military Consortium*, <http://www.pakdef.info/pakmilitary/airforce/> (consulté le 11 juin 2008). En outre, des pilotes pakistanais participèrent à des combats hors de la région en servant dans les forces aériennes d'autres états lors des guerres israélo-arabes de 1967 et de 1971, ainsi que de la guerre civile au Yémen en 1969. Ibid.

8. Cirincione et autres, *Deadly Arsenals*, 250.

9. Général de brigade en retraite de l'armée pakistanaise Feroz Khan, professeur dans le département des Affaires de sécurité nationale de la Naval Postgraduate School. Entretien avec l'auteur, 28 août 2007.

10. L'amendement Pressler à la loi sur l'assistance à l'étranger imposait au président de certifier l'absence d'un programme pakistanais d'armements nucléaires comme précondition du déblocage de l'aide militaire considérable accordée au Pakistan. Le gouvernement Reagan certifia régulièrement l'absence d'un tel programme malgré certaines indications contraires. A un moment, le gouvernement menaçait d'appliquer des sanctions puis fit volte-face en se faisant le champion d'un accroissement de l'assistance financière en matière de sécurité, indiquant que la coopération du Pakistan pour soutenir le *jihad* antisoviétique prenait le pas sur tout sentiment de gêne concernant ses ambitions nucléaires nationales. Des déclarations de l'ancien sous-secrétaire d'Etat James Coon confirmèrent l'existence d'un arrangement tacite aux termes duquel le gouvernement Reagan pourrait tolérer le développement nucléaire du Pakistan tant qu'il ne procédait pas ouvertement à l'essai d'une arme. Après l'invocation des sanctions prévues par l'amendement Pressler, le premier ministre Benazir Bhutto exprima la confusion du Pakistan face à la politique américaine, déclarant que la position des Etats-Unis était passée de « restez où vous êtes » à « réduisez l'am-

pleur de votre programme ». Plus tard, sous le gouvernement Clinton, le premier ministre Nawaz Sharif menaçait d'intenter une action judiciaire relative aux F-16 non livrés, ce qui conduisit le gouvernement Clinton à offrir de rembourser immédiatement 70 pourcent du coût puis les 30 pourcent restants sous forme de blé et autres marchandises, ce qui signifiait pratiquement la fin du marché des F-16. Dennis Kux, *The United States and Pakistan, 1947-2000: Disenchanted Allies* (Les Etats-Unis et le Pakistan, 1947-2000 : Des alliés désabusés), (Washington DC: Woodrow Wilson Center Press, 2001), 247-261, 310, 326-327.

11. Cirincione et autres, *Deadly Arsenals*, 252. En outre, « A la fin de 2003... des inspections menées en Iran et une décision prise par la Libye en décembre de renoncer à ses programmes d'ADM [armes de destruction massive] apportèrent la preuve que des chercheurs pakistanais avaient transféré la technologie nucléaire à l'Iran, à la Libye et à la Corée du Nord. Les autorités pakistanaises affirmèrent ne rien savoir d'une telle coopération et, dans un premier temps, nièrent que A.Q. Khan (ancien directeur des laboratoires de recherche portant son nom) et ses associés ait apporté son assistance à la Libye ou à la Corée du Nord. Khan reconnu ses crimes de prolifération au début de février 2004 et fut immédiatement amnistié par le président Musharraf... Ce n'est que lorsque ce dernier publia ses mémoires en septembre 2006 qu'il admit que la technologie nucléaire avait été vendue à la Corée du Nord. » Sharon A. Squassoni, *WMD Trade between North Korea and Pakistan* (Le commerce d'AMD entre la Corée du Nord et le Pakistan), rapport du service de recherche du Congrès, code d'ordre RL31900, 28 novembre 2006, 2.

12. Kronstadt, *Pakistan-US Relations*, 10-11. Voir également C. Christine Fair, *The Counterterrorism Coalitions; Cooperation with Pakistan and India* (Les coalitions contre la terreur ; la coopération avec le Pakistan et l'Inde), (Santa Monica, Californie: RAND Corporation, 2004), 7.

13. Jane Perlez, "Taliban Leader Flaunts Power Inside Pakistan" (Un leader des Taliban fait étalage de son pouvoir à l'intérieur du Pakistan), *New York Times*, 2 juin 2008, 1.

14. Cirincione, et autres, *Deadly Arsenals*, 240-243.

15. Ibid., 247.

16. Fair, *The Counterterrorism Coalitions*, 12. La participation du Pakistan à des opérations de maintien de la paix sous l'égide des Nations Unies a permis des contacts militaires entre les Etats-Unis et le Pakistan en dehors des voies normales. Le Pakistan s'est vu dans certains cas autorisé à se procurer des pièces détachées pour son matériel militaire en dépit des sanctions : « le 13 août 2001 par exemple, le président Bush accorda une dérogation exceptionnelle aux sanctions, qui autorisa des ventes de pièces détachées pour les hélicoptères Cobra et les véhicules blindés de transport de personnel du Pakistan, ainsi que de munitions dont ce dernier pays avait besoin pour

participer aux activités de maintien de la paix en Sierra Leone. » Ibid., 12-13.

17. Michael R. Chambers, "US Military Perspectives on Regional Security in South Asia" (Les perspectives militaires américaines sur la sécurité régionale en Asie du Sud), in *South Asia in 2020: Future Strategic Balances and Alliance* (L'Asie du Sud en 2020 : Les futurs équilibres et alliances stratégiques), sous la direction de Michael R. Chambers (Carlisle, Pennsylvanie: US Army War College Strategic Studies Institute, novembre 2002), 231-232.

18. Parmi les plans de modernisation en cours figurent 46 kits de modernisation à mi-vie pour F-16A/B avec option d'acquisitions supplémentaires et 18 F-16C/D Block 50/52 neufs avec option d'achat de 18 appareils supplémentaires ; parmi les armements figurent 500 missiles air-air perfectionnés à moyenne portée, 500 kits d'empennage pour munitions interarmées d'attaque directe et 1600 kits pour bombes à guidage laser, 100 missiles anti-navires Harpoon et 500 missiles air-air Sidewinder. Parmi les autres moyens de puissance aérienne livrés au titre des ventes militaires à l'étranger et par prélèvement sur les surplus de défense figurent huit avions de patrouille maritime P-3 Orion, six radars de surveillance, six avions de transport C-130E, 20 hélicoptères d'attaque AH-1 Cobra, 16 avions T-37 avec 20 autres à venir, quatre F-16 A/B avec 10 autres en attente et 26 hélicoptères Bell 412. K. Alan Kronstadt, *Pakistan-US Relations*, 48-50.

19. Fair, *The Counterterror Coalitions*, 15. Les contributions pakistanaises aux opérations militaires américaines dans le cadre de l'opération *Enduring Freedom* ont été importantes. D'après des informations données par du personnel du Commandement central, le Pakistan avait déjà en 2002 mis à disposition 35 000 soldats de l'armée de Terre pour des missions de sécurité intérieure et de soutien des opérations, ainsi que 7000 hommes de l'armée de l'Air. La PAF déploya également des radars, transféra deux escadrons en soutien de bases avancées américaines et activa trois autres bases. Le fait peut-être le plus significatif était que le Pakistan accorda aux Etats-Unis un droit de passage dans les deux tiers de son espace aérien pour les sorties de combat à destination de l'Afghanistan, ce qui permit 28 000 sorties entre le 1^{er} octobre 2001 et le 7 mars 2002, garantissant une couverture aérienne permanente en soutien des forces terrestres engagées contre les Taliban et les éléments d'al-Qaïda. En outre, la coopération maritime du Pakistan a, d'après le Commandement central, aidé la U.S. Navy à assurer la « liberté des opérations dans les zones à proximité immédiate du Pakistan. » Ibid., 27-28, 31.

20. Ibid. 32. En outre, à la fin de 2002, les autorités pakistanaises avaient remis aux mains des Etats-Unis environ 500 de ces individus en fuite, y compris des membres clés d'al Qaïda tels que Abu Zubaydah, Ramzi bin al-Shibh, Khalid Sheik Mohammed et Abu Faraj al-Libbi. Kronstadt, *Pakistan-US Relations*. 15.

21. En réponse à des visites du secrétaire d'Etat adjoint américain Dick Armitage, Musharraf interdit les activités des *Hizbul Muhahideen* dans la partie du Cachemire contrôlée par le Pakistan et interdit l'entrée du leader de l'organisation illégale *Jaish-e-Mohammed* dans cette même région. Cirincione et al, *Deadly Arsenals*, 242-243.

22. Kronstadt, *Pakistan-US Relations*, 48.

23. Ibid, 15.

24. L'ancien président Musharraf et ses homologues indiens découvrirent un moyen de faciliter leur coopération en réponse au terrorisme par la création d'un réseau commun de lutte contre le terrorisme. Les responsables pakistanais et indiens conviennent de se rencontrer tous les trimestres pour partager les informations recueillies à la suite d'enquêtes menées à l'occasion d'incidents terroristes ainsi que toute information qui peut être utilisée pour empêcher des attaques terroristes. Le nouveau cadre de coopération fut mis à l'épreuve en février 2007 lorsque deux bombes explosèrent dans un train de voyageurs indien, entraînant la mort de 68 personnes ; quelques jours après que les deux ministres des Affaires étrangères eurent réaffirmé leur attachement au processus de paix en dépit de tels efforts visant à l'anéantir. En 2006, malgré une cessation des conversations au niveau des ministres des Affaires étrangères à la suite des attentats terroristes à la bombe perpétrés en juillet à Bombay, le président Musharraf et le premier ministre indien Manmohan Singh annoncèrent la reprise des négociations officielles de paix et la création d'un mécanisme anti-terroriste commun. Kronstadt, *Pakistan-US Relations*, 14.

25. Cirincione, et autres, *Deadly Arsenals*, 247-250.

26. Lors de ce qui, aux yeux de beaucoup, représentait un exemple frappant de la capacité limitée du gouvernement à s'opposer efficacement aux militants pro-Taliban dans la zone tribale administrée par le gouvernement fédéral, Islamabad passa à une stratégie de réconciliation avec les militants pro-Taliban, une politique qui causa immédiatement la déception et le scepticisme de la part des Etats-Unis, et a depuis lors été jugée comme « n'ayant pas atteint ses principaux objectifs » et ayant « permis involontairement à des militants étrangers (arabes pour la plupart) d'obtenir un refuge sûr dans lequel ils peuvent comploter et s'entraîner pour des attaques terroristes contre les Etats-Unis et d'autres objectifs occidentaux. » Kronstadt, *Pakistan-US Relations*, "Summary" (Sommaire) et 16-17.

27. Jeremy M. Sharp, *Egypt: Background and US Relations* (L'Egypte : Contexte et relations avec les Etats-Unis), rapport du service de recherche du Congrès, code d'ordre RL3303, mis à jour le 14 juin 2006, 1.

28. Le « retournement » de l'Egypte d'Etat client de l'Union Soviétique en Etat client des Etats-Unis dans le domaine des ventes d'armes eut de vastes implications dans le contexte de la guerre froide. Pour les Soviétiques, l'Egypte avait considérablement ébranlé leur prestige ;

l'armée égyptienne équipée par les Soviétiques connut la défaite en 1967 et était au bord de l'annihilation lors de l'intervention diplomatique des superpuissances en 1973. L'alignement ultérieur de Sadate sur les Etats-Unis pour son armement fut d'autant plus embarrassant. Certains spécialistes ont suggéré que ces développements représentent un des facteurs qui poussèrent les Soviétiques à intervenir en Afghanistan. En outre, les nouvelles relations avec l'Égypte devinrent de plus en plus importantes pour les Etats-Unis après la perte de l'Iran comme allié au Moyen Orient à la suite de la Révolution islamique de 1979. Pour un point de vue soviétique sur les transferts d'armes pendant la guerre froide, voir Andrei V. Shoumikhin, "Soviet Policy toward Arms Transfers to the Middle East" (La politique soviétique en matière de transferts d'armes à destination du Moyen Orient), in *Arms Control and Weapons Proliferation in the Middle East and South Asia* (Limitation des armements et prolifération des armes au Moyen Orient et en Asie du Sud), sous la direction de Shelly A. Stahl et Geoffrey Kemp (New York: St. Martin's Press, 1992), 221-227.

29. Département d'Etat des Etats-Unis, "Egypt: Security Assistance" (Égypte : Assistance en matière de sécurité), <http://state.gov/t/pm/64696.htm>

30. Ibid. Le financement du programme IMET pour l'Égypte se monta à 1,2 million de dollars pour l'exercice financier 2007.

31. Commandant Scott Arbogast, pilote de F-16 dans la garde nationale Aérienne de Washington, D.C. et ancien participant à un échange d'officiers avec l'armée de l'Air égyptienne. Entretien avec l'auteur via courriel, 30 octobre 2007.

32. Le parapluie égyptien de défense aérienne se composait de systèmes de missiles surface-air fournis par les Soviétiques. Les objectifs militaires limités de Sadate étaient conçus pour renforcer la position de l'Égypte dans ses négociations avec les Israéliens. William L. Cleveland, *A History of the Modern Middle East: Third Edition* (Une histoire du Moyen Orient moderne ; Troisième édition), (Boulder, Colorado: Westview Press, 2004), 375-376.

33. Le président Moubarak exprime l'accent mis par la culture stratégique égyptienne sur l'équilibre des forces : « l'histoire nous a appris que la cause de nombreuses guerres est la faiblesse d'une des parties... Par conséquent, la paix et la stabilité doivent exister sous la protection de forces armées qui les défendent et les préservent. » Hillel Frisch, "Guns and Butter in the Egyptian Army" (Le choix entre le beurre et les canons dans l'armée égyptienne), in *Armed Forces in the Middle East: Politics and Strategy* (Les forces armées au Moyen Orient : Politique et stratégie), sous la direction de Barry Rubin et Thomas A. Keaney (Portland, Oregon, Frank Cass Publishers : 2002), 96.

34. Daniel Yergin, *The Prize: The Epic Quest for Oil, Money, and Power* (Le gros lot : La quête épique du pétrole, de l'argent et du pouvoir), (New York: Free Press, 1991),

604-605. Voir également Cleveland, *A History of the Modern Middle East*, 375.

35. En ce qui concerne le dernier point, il est remarquable que Le Caire ait reproché à Hezbollah de provoquer les bombardements israéliens au Liban en 2006 ; cette opinion, ainsi que l'assertion de Moubarak selon laquelle l'influence régionale de Hezbollah est un « produit de l'influence pernicieuse de l'Iran et de la Syrie dans la région », montrent à quel point les positions du Caire quant aux affaires régionales sont de bien des manières alignées sur celles de Washington. "External Affairs-Egypt" (Affaires étrangères - Égypte), <http://jmsa.com/JDIC/JMSA>

36. Sharp, *Egypt: Background and US Relations*, 13. Voir également Steven Erlanger, "Backing Fatah and Abbas, Egypt Organizes Summit Meeting for Palestinian Leader" (Apportant son soutien au Fatah et à Abbas, l'Égypte organise une réunion au sommet à l'intention du leader palestinien), *New York Times*, 22 juin 2007.

37. Les pertes égyptiennes au combat se montèrent à 9 tués et 74 blessés. Les officiers américains et égyptiens attribuèrent à la possibilité d'entraînement multinational offerte par les exercices militaires *Bright Star* le mérite d'avoir facilité la coopération et la compatibilité militaire américano-égyptienne pendant l'opération *Desert Storm*. Les exercices *Bright Star* qui se déroulèrent en 1999 réunirent 66 000 personnes venant de 11 pays parmi lesquels l'Égypte, les Etats-Unis, la France, le Royaume Uni, l'Italie, la Grèce et le Koweït. Frisch, "Guns and Butter in the Egyptian Army," 101. Voir également Sharp, *Egypt*, 5, 25. En outre, pour récompenser l'Égypte de sa participation, les Etats-Unis annulèrent ultérieurement 7 milliards de dollars de dettes militaires égyptiennes. Cleveland, *A History of the Modern Middle East*, 481.

38. Sharp, *Egypt*, 26. Voir également Département d'Etat des Etats-Unis, *Congressional Budget Justification: Foreign Operations* (Justifications des dépenses budgétaires devant le Congrès : Opérations à l'étranger), exercice financier 2008, <http://www.state.gov/documents/organization/84462.pdf>.

39. « A la fin de 2004, une compagnie d'infanterie irakienne fut invitée par l'Égypte à participer à un programme d'entraînement interarmées avec l'armée égyptienne. D'après le gouvernement égyptien, 134 soldats de la 5^e Division d'infanterie irakienne s'entraînèrent aux côtés de la 3^e Division d'infanterie égyptienne dans la cité militaire Moubarak dans le nord de l'Égypte. » Christopher M. Blanchard, Kenneth Katzman, Carol Migdalovitz, Alfred Prados et Jeremy Sharp, *Iraq: Regional Perspectives and US Policy* (Irak : Perspectives régionales et politique américaine), rapport du service de recherche du Congrès, code d'ordre RL33793, mis à jour le 12 septembre 2007, 6.

40. Condoleezza Rice, secrétaire d'Etat des Etats-Unis, "Remarks at the International Compact With Iraq Ministerial" (Remarques lors de la conférence des ministres sur le pacte international pour l'Irak), Sharm el-Sheikh,

Egypte, 3 mai 2007, <http://www.state.gov/secretary/rm/2007/may/84210.htm>. Voir également “*Intervention Remarks at Expanded Iraq Neighbors Meeting*” (Intervention lors de la réunion des voisins élargis de l’Irak), <http://www.state.gov/secretaryrm/2008/04/103873.htm>.

41. Robert J. Einhorn, “*Egypt: Frustrated but Still on a Non-Nuclear Course*” (L’Egypte : Frustrée mais toujours sur une route non nucléaire), in *The Nuclear Tipping Point: Why States Reconsider Their Nuclear Choices* (Le seuil critique nucléaire : Pourquoi certains états réexaminent leurs choix nucléaires), sous la direction de Kurt M. Campbell, Robert J. Einhorn et Mitchell B. Riess, (Washington DC: The Brookings Institution, 2004), 51.

42. Ibid. 50-55. Voir également Lieutenant colonel Pat Christian, US Army, les travaux préparatoires de la cellule d’initiative en matière de sécurité contre la prolifération à l’intention du centre de lutte contre les armes de destruction massive du commandement stratégique des Etats-Unis (entretien avec l’auteur le 9 juin 2008).

43. En réaction aux guerres indo-pakistantaises de 1965 et de 1971, les Etats-Unis suspendirent leur assistance militaire au Pakistan et à l’Inde. Voir Kronstadt, *Pakistan-US Relations*, mis à jour le 24 août 2007, 10-11. Voir également Clark et autres, *Send Guns and Money*, 38-40.

44. La doctrine de guerre irrégulière publiée récemment par l’U.S. Air Force déclare que « la meilleure façon de mettre en œuvre la puissance aérienne dans la guerre irrégulière est souvent de faire exécuter cette mission directement ou indirectement par l’armée de l’Air du pays partenaire ou de collaborer avec elle. » Voir le document doctrinal 2-3 de l’armée de l’air, *Irregular Warfare* (Guerre irrégulière), 1^e août 2007, 28-29. En outre, selon l’auteur, l’appui feu des forces terrestres engagées

dans des opérations de contre-ingérence assuré par les forces aériennes n’est pas une petite affaire compte tenu de la complexité de l’atténuation des dommages collatéraux. Si un objectif erroné est attaqué par suite d’une erreur d’identification, d’erreurs de coordonnées ou de désignation d’objectif, de barrières linguistiques ou simplement de dysfonctionnement d’un système d’armes (dont les probabilités suggèrent qu’il se produira parfois), les conséquences négatives d’une telle occurrence pourraient être une imputation de responsabilité, ce qui pourrait engendrer la méfiance entre les forces terrestres irakiennes et les pilotes américains. Toutefois, l’élimination de l’appui feu parmi les moyens aériens de la Coalition laisse présager un handicap tactique pour les forces Armées irakiennes à moins que l’IqAF ne soit constituée pour assurer un appui feu autochtone précis, souple et dynamique utilisant la puissance de feu d’hélicoptères, d’appareils à voilure fixe ou de plateformes sans pilote. Il est crucial que les moyens puissent survivre dans l’environnement de contre-ingérence contemporain et que la combinaison détection-armement permette un haut niveau de précision et une puissance suffisamment faible pour pouvoir atténuer les dommages collatéraux.

45. “*Iraqi Government Ponders Ordering F-16s*” (Le gouvernement irakien considère la commande de F-16), *Augusta Chronicle*, 27 septembre 2008. <http://www.military.com/news/article/iraqi-government-ponders-ordering-f16s.html?col=1186032320397>.

46. Si le programme nucléaire iranien entraîne une prolifération générale dans toute la région, rien ne garantit que la politique américaine dissuaderait les Etats de la région de s’opposer à l’Iran avec leurs propres forces de dissuasion nucléaire.

Visitez notre site web

http://www.au.af.mil/au/afri/aspj/apjinternational/aspj_f/Index_F.asp